



DITABA

Bulletin de l'Ambassade d'Afrique du Sud à Paris

Afrique du Sud, construire une nation gagnante dans une Afrique meilleure et un monde meilleur



Le Président Thabo Mbeki s'est adressé à la 61^e session de l'Assemblée Générale des Nations unies le 19 septembre 2006. Le chef de l'Etat sud-africain s'exprimait également en sa qualité de président du G77 + Chine.

Editorial

HIV-SIDA : UN ENGAGEMENT RECONFIRMÉ

Le Conseil des ministres d'Afrique du Sud a poursuivi, le 7 septembre, ses discussions, qu'il avait entamées lors de sa précédente réunion, sur les allégations préjudiciables qui ont été portées contre le programme mené par l'Afrique du Sud en matière d'HIV-sida. Ces allégations ont fait l'objet d'une importance particulière depuis la Conférence Internationale sur le Sida qui s'est tenue à Toronto. Le Conseil des ministres a convenu qu'il était nécessaire de riposter aux allégations en améliorant ses méthodes de communication de telle sorte que l'Afrique du Sud et le monde puissent pleinement comprendre l'approche stratégique du gouvernement envers la pandémie de l'HIV-sida.

Le Conseil des ministres a noté que proportion-

nellement à la gravité, à la taille et à l'impact de la pandémie en Afrique du Sud, l'allocation budgétaire versée au programme général de l'Afrique du Sud sur l'HIV-sida avait été multipliée par cent au cours des douze dernières années pour atteindre pas moins de 3 milliards de rands (323 millions d'euros). Cette allocation est une indication qui montre que le gouvernement est véritablement sérieux dans la lutte contre l'HIV et le sida, et que toute allégation affirmant le contraire est une déformation des faits.

Le Conseil des ministres a rejeté, sans réserve, les affirmations infondées selon lesquelles l'Afrique du Sud n'a pas de programme complet pour lutter contre la pandémie. Il a également noté que son programme est probablement le plus large et le plus complet au monde.

L'aspect nutritionnel de ce plan joue un rôle-clé à tous les stades de ce programme, en particulier lors du traitement. Cet aspect complète également les différentes formes de traitement.

Lire la suite > page 2

Ce mois-ci

Pages 1 et 2

Editorial : Hiv-sida : Un engagement reconfirmé

Pages 2 et 3

Le Président Mbeki à la 61^{ème} session de l'Assemblée générale de l'ONU, le 19 septembre à New York

Page 4

Brèves

- Affaires étrangères
- Vie économique

Page 5

Brèves

- Vie économique
- Sciences et Culture
- Sports

Page 6

- Le saviez-vous ?
- Ils ont dit...
- Calendrier
- Contacts



Taux de change du rand (10 Octobre 2006)

US dollar : 7,78

Euro : 9,78

Livre Sterling : 14,48

Editorial (suite) : HIV-SIDA : UN ENGAGEMENT RECONFIRMÉ

Les conseils nutritionnels ne sont pas une alternative aux anti-rétroviraux ni aux autres formes de traitement. Ils ont toujours fait partie de l'approche menée par le gouvernement sur cette question et ils continueront à faire partie de sa stratégie. De la même manière, l'idée fautive selon laquelle les antirétroviraux permettent de guérir du sida, est non seulement une tromperie mais également un danger car elle crée de faux espoirs. Les antirétroviraux sont vraiment une partie importante de la stratégie menée par le gouvernement qui poursuivra le programme progressif des antirétroviraux. Néanmoins, il serait irresponsable pour quiconque de créer l'impression que les anti-rétroviraux sont, à eux seuls, l'unique solution à la pandémie. Le gouvernement a, une fois de plus, souligné l'importance qu'il y avait à préconiser une approche de sagesse qui doit inclure la prévention, une bonne nutrition, un traitement, des soins et des habitudes de vie saines et responsables.

La prévention doit rester la pierre angulaire de l'effort national mené pour enrayer la maladie car, si le taux d'infection n'est pas réduit, les bénéfices s'en trouveront inversés. Des habitudes de vie saines et responsables contribuent à rendre efficaces tous les aspects du programme. Le Conseil des ministres réitère son engagement à lutter contre la pandémie en partenariat avec tous les secteurs de la société. Il est aussi convaincu que des mesures concrètes doivent être prises pour renforcer l'action et la coopération communes aux différentes parties prenantes.

A cet égard, le Vice-Président, en tant que président du Conseil national d'Afrique du Sud sur le sida (Sanac), a été mandaté pour prendre des mesures concrètes afin de renforcer le Sanac qui fédère le partenariat national menée contre l'HIV et le sida. Après avoir noté que la pandémie de l'HIV-sida n'était pas seulement une question de santé mais un défi posé à tout le gouvernement, la réunion a décidé qu'un Comité interministériel (Imc) sera constitué pour renforcer la mise en œuvre du programme complet sur l'HIV-sida, mais aussi pour améliorer la coordination et la communication et enfin contrôler sa mise en œuvre. Ce Comité sera composé de ministres membres du Sanac, ce qui inclut les ministères de la Santé, de l'Education, du Développement social, la Présidence et les gouvernements provinciaux et locaux.

Le Conseil des ministres a reconfirmé que son engagement dans la lutte contre la pandémie demeurerait ferme et inébranlable. Les querelles politiques ne peuvent être qu'un facteur de démotivation. Les défis sont multiples et le gouvernement réalise qu'avec les meilleures intentions du monde, il ne peut pas être en mesure d'aider tout un chacun à tout moment. L'Afrique du Sud est néanmoins en train de surmonter ses difficultés. Le gouvernement reste convaincu que la voie choisie, celle de l'approche générale, reste la réponse la meilleure et la plus viable à la pandémie de l'HIV-sida. Il n'épargnera aucun effort pour s'assurer la victoire de l'Afrique du Sud, avec tous.

Le Président Mbeki a nommé, en septembre, un comité ministériel sur le sida, dirigé par la Vice Présidente Phumzile Mlambo-Ngcuka. Le 3 octobre, celle-ci a convié à Pretoria les responsables de la Campagne d'action pour les traitements (Tac), une organisation qui milite depuis 1998 pour la distribution gratuite d'antirétroviraux, pour une première réunion destinée à renouer le dialogue. Les participants se sont aussi engagés à travailler ensemble dans la lutte contre l'Hiv-sida et ont décidé de renforcer le Conseil national sur le sida pour qu'il soit un forum de discussions entre le gouvernement et les ONG luttant contre le sida. Pour un responsable du Tac, « *les progrès réalisés en une heure de discussion sont étonnants ; le gouvernement va revoir sa politique sur le sida et accélérer la mise en œuvre des traitements* ».

LE PRESIDENT MBEKI A LA 61^{ème} SESSION DE L'ASSEMBLEE GENERALE DE L'ONU, LE 19 SEPTEMBRE A NEW YORK

« Le G77 et la Chine, ainsi que mon pays l'Afrique du Sud voudraient exprimer leurs très sincères remerciements au Secrétaire Général pour son altruisme et son dévouement tout au long d'une période qui a représenté l'une des plus grandes gageures qu'ait connues cette organisation. En des temps où le sous-développement et la pauvreté ne cessent de croître, alors que, d'autre part, nous vivons une période d'accumulation de richesses et de progrès technologiques sans précédent, au moment où le fossé entre zones riches et zones pauvres grandit de jour en jour dans ce village planétaire qui est le nôtre, le Secrétaire Général n'a jamais perdu le cap des impératifs de notre temps. (...)

Si les souhaits de la majorité des habitants de la planète pouvaient se réaliser, ce siècle deviendrait un siècle sans conflits, sans guerres d'extermination réciproque, un siècle qui ne connaîtrait pas la faim, qui ne souffrirait pas de maladies évitables grâce à la prévention, qui ne connaîtrait pas le besoin, la dégradation écologique, la cupidité, ni la corruption. Nous avons véritablement abordé ce siècle le cœur rempli d'espoir pour un monde meilleur, pacifique et humain. Ensemble, nous avons élaboré des programmes globaux et fait des déclarations pleines de hardiesse pour vaincre les maux que sont la pauvreté et le sous-développement.

Lire la suite > page 3

LE PRESIDENT MBEKI A LA 61^{ème} SESSION DE L'ASSEMBLEE GENERALE DE L'ONU, LE 19 SEPTEMBRE A NEW YORK (suite)

Ensemble, nous nous sommes engagés, avec ce qui semblait être une vigueur renouvelée, à transformer les Nations Unies pour mieux refléter la réalité d'un monde moderne constitué de nations libres, égales et souveraines.

Et pourtant, six ans après le passage au XXI^{ème} siècle, des observateurs impartiaux pourraient nous mettre au défi de réaliser nos nobles objectifs en pointant du doigt les actes terroristes qui se sont produits au tout début de ce nouveau siècle. Ils pourraient souligner l'unilatéralisme qui menace de détruire les progrès démocratiques accomplis au cours des dernières décennies du XX^{ème} siècle et attirer notre attention sur les conflits et les guerres qui semblent se répéter avec la même furie destructrice qu'au siècle dernier. (...)

C'est ainsi, Madame la Présidente de l'Assemblée Générale, que, lorsque vous nous demandez, avec raison, de mettre en œuvre un partenariat mondial pour le développement, nous les membres du G77 et la Chine qui représentons les pauvres de ce monde, nous comprenons que votre message est le suivant : Nous devons traduire en actes les engagements que nous avons pris solennellement devant cette organisation suprême des nations du monde. Toutefois, cet engagement commun en faveur d'un partenariat mondial pour le développement ne saurait se concrétiser tant que les riches et les puissants de ce monde s'obstinent à entretenir une relation inéquitable avec les pauvres.

Un partenariat mondial pour le développement ne sera possible que lorsqu'il existera un pacte de responsabilité mutuelle entre donneurs et receveurs. Il ne sera possible que lorsque les riches cesseront d'exiger le droit unilatéral de fixer l'ordre du jour et les conditions de mise en œuvre de programmes qui ont fait l'objet d'une approbation générale. Nous, en tant que représentants des pays pauvres, sommes bien conscients que les milliards de déshérités de la planète deviennent de plus en plus impatients car, chaque année, ils nous entendent adopter un grand nombre de déclarations qui n'entraînent jamais de résultats concrets sur les souffrances causées par la faim qui les tient éveillés la nuit. Seuls quelques accords triés sur le volet sont véritablement mis en œuvre, avec des retombées nettement insuffisantes pour calmer la souffrance intolérable de leurs enfants qui ont cessé de pleurer car pleurer ne ferait qu'aggraver plus encore leur souffrance. (...)

Alors même que les puissants et les riches sont conscients des conditions de vie misérables des pauvres et qu'ils se sont solennellement engagés à fournir un effort collectif pour changer cela, leur attitude et leur réponse ressemblent à celle de Caïn dans la Bible qui, après avoir tué son frère Abel et à la question de l'Eternel qui lui demandait où était son frère, répondit « je ne sais pas. Suis-je le gardien de mon frère ? ». (...)

La majorité des êtres humains est en droit de se poser la question de savoir si les riches réagissent ainsi parce qu'un plus grand appauvrissement des pauvres se fait à leur avantage, ce qui confirmerait une observation déjà ancienne, à savoir que les riches deviennent plus riches et les pauvres plus pauvres. Alors que le fossé entre riches et pauvres ne cesse de se creuser et prend la forme d'une grave crise mondiale, nous assistons parallèlement à une concentration accrue du pouvoir économique, militaire, technologique et du pouvoir des médias. (...)

L'Organisation des Nations Unies est en partie incapable de réaliser certains des objectifs que ses fondateurs lui ont fixés à San Francisco parce qu'elle ne reflète pas vraiment l'expansion qu'a connue la famille mondiale des nations. Comme elle s'est agrandie pour comprendre le monde entier, beaucoup ont pensé qu'il serait logique qu'en tant que gardien de la démocratie mondiale, elle serve de guide dans notre quête continue de démocratie dans tous les pays. Il est clair que, pour que l'organisation continue d'être une référence morale à cet égard, il convient qu'elle se réforme de manière urgente et donne concrètement l'exemple en matière de démocratie.

Nous tous ici, y compris ceux qui hésitent à mettre en œuvre les positions généralement approuvées, sommes d'accord sur le fait que cette organisation se fonde sur la compréhension correcte que le développement est un droit et qu'il est essentiel au progrès de toute l'humanité. A cet égard, nous devons tous, à titre individuel et collectif et aussi en tant que membres des Nations Unies, faire le nécessaire pour élaborer et mettre en œuvre les politiques et stratégies conduisant à un développement durable.

Il est donc important que des organisations internationales telles que les institutions de Bretton Woods, l'Organisation Mondiale du Commerce, et d'autres, soutiennent sans équivoque la mise en œuvre de tous les engagements que nous avons pris au titre de la communauté internationale. Cette organisation des peuples du monde ne peut se contenter de prendre note d'une situation inacceptable, à savoir que l'Afrique ne pourra pas atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement en 2015.

Nous avons besoin en Afrique de nouveaux programmes plus concrets et plus centrés pour accélérer le développement du continent et éviter ainsi à ce dernier de sombrer plus avant dans la pauvreté et le sous-développement. Parce que nous sommes les gardiens de nos frères et sœurs, nous avons la responsabilité d'en finir avec la rhétorique et de mettre en œuvre des programmes permettant à tous les êtres humains de vivre des vies décentes, humaines et prospères ».

Brèves

Affaires Etrangères

Le Président à l'ONU.

En marge de son discours prononcé le 19 septembre lors de la 61^{ème} session de l'Assemblée générale de l'ONU, le Président Mbeki a assisté, le lendemain, à un sommet spécial sur la Côte d'Ivoire, à l'initiative de M. Kofi Annan, Secrétaire général des Nations unies. La délégation présidentielle, qui comprenait le ministre des Affaires étrangères, Mme Dlamini-Zuma, s'est également entretenue des sujets d'actualité tels que le processus de paix au Moyen-Orient et la lutte contre le terrorisme.

Condamnation de l'essai nucléaire en Corée du Nord.

Le gouvernement sud-africain a déclaré dans un communiqué le 9 octobre qu'il est « *profondément inquiet du fait que la Corée du Nord ait procédé à un essai nucléaire le 9 octobre 2006. Le gouvernement est pleinement convaincu que les armes nucléaires menacent d'anéantir totalement l'humanité et ne servent donc ni la sécurité ni la dissuasion. Le gouvernement appelle donc la République populaire et démocratique de Corée à mettre fin, avec transparence, à son programme nucléaire pour revenir au Traité de non-prolifération nucléaire, signer et ratifier le Traité global contre les essais nucléaires et ouvrir toutes ses installations nucléaires aux inspections et contrôles menés par l'AIEA. Le gouvernement encourage toutes les parties à chercher de toute urgence à intensifier leurs efforts pour que reprennent rapidement les pourparlers à six et la mise en œuvre complète de la Déclaration commune du 19 septembre 2005 car ils contribueront à résoudre rapidement, de manière pacifique et multipartite, ce dossier nucléaire* ».

Sommet de l'IBAS.

Le Président Mbeki a participé, le 13 septembre à Brasilia, au premier sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Inde, du Brésil et de l'Afrique du Sud (IBAS), en présence de ses homologues indiens et brésiliens. Le forum IBAS avait été lancé par les trois pays en 2003 en vue de défendre leurs intérêts dans l'optique des relations Sud-Sud. Leurs efforts ont depuis été remarqués au niveau international, notamment pour deman-

der la réforme du Conseil de sécurité des Nations unies et pour réclamer, le 9 septembre, avec le G-20, le groupe des pays émergents, la reprise des négociations à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Les trois pays souhaitent aussi créer une zone de libre-échange entre l'Inde, le Mercosur (marché commun sud-américain) et l'Union douanière d'Afrique australe (qui réunit onze pays au total). Des tarifs préférentiels existent déjà entre le Mercosur et les deux puissances asiatique et africaine. A Brasilia, lors du sommet du 13 septembre, des ententes tripartites ont été définies dans le nucléaire civil, le pétrole, l'informatique, les médicaments et les biocombustibles. Les thèmes principaux portaient sur l'énergie, les transports et le changement climatique.

Accord franco sud-africain.

L'Afrique du Sud et la France ont signé, le 11 septembre, à Paris, un accord de partenariat qui porte sur des projets de développement de l'ordre de 3,1 milliards de rands. Le ministre adjoint des Finances sud-africain, M. Jabulani Moleketi, a signé ce *Document cadre de Partenariat* avec le ministre français délégué à la Coopération, au Développement et à la Francophonie, Mme Brigitte Girardin. Cet accord, couvre la période 2006-2010, concentrera ses décaissements sur trois secteurs choisis d'un commun accord : les services essentiels et des infrastructures de base (eau, électricité, logement), le secteur productif et la création d'emplois (notamment par les PME), l'environnement et la lutte contre le changement climatique (par la promotion de l'efficacité énergétique). Des concours ponctuels auront par ailleurs lieu en faveur de la santé, de l'éducation, du renforcement des liens entre l'Afrique du Sud et l'Afrique francophone, de la promotion de la diversité culturelle, de la gouvernance et du renforcement des capacités institutionnelles, de la science et de la technologie. Pour le ministre français, « *la signature de ce DCP illustre l'importance de notre engagement aux côtés de l'Afrique du Sud qui est devenue non seulement un partenaire essentiel dans le règlement des crises africaines, mais aussi un acteur majeur du développement de l'Afrique* ». Le gouvernement français, via l'Agence française de développement, a financé des projets de l'ordre de 3,2 milliards de rands au

cours des cinq dernières années.

Visite du Premier ministre indien.

Le Premier ministre indien, M. Manmohan Singh, s'est rendu début octobre à Pretoria pour renforcer les relations économiques et politiques bilatérales entre les deux pays. Il a été reçu par le Président Mbeki le 4 octobre et a indiqué, à l'issue de cette rencontre, que « *l'Afrique du Sud, de par sa position et son rôle en Afrique et dans le monde, peut prétendre à obtenir un siège de membre permanent au sein du Conseil de sécurité de l'ONU* ». Un accord de coopération dans le domaine de l'Education a été signé lors de cette visite.

Le ministre de la Culture à Paris.

Le ministre de la Culture, M. Pallo Jordan, était à Paris, du 18 au 22 septembre, pour assister au 50^{ème} anniversaire du Premier congrès des Ecrivains et Artistes noirs, à l'Université de la Sorbonne. L'Ambassadeur d'Afrique du Sud en France a donné, le 21 au soir, une réception en son honneur à sa résidence.

Vie Economique

L'Afrique au-dessus de la moyenne mondiale.

Les progrès réalisés en Afrique n'ont pas été aussi importants et sur une aussi longue période depuis trente-cinq ans. C'est que les prévisionnistes du FMI ont récemment révélé en soulignant que les prévisions de croissance de 4,9% en 2006 et 4,7% en 2007 doivent être maintenant révisées à la hausse et atteindre 5,1% en 2006 et 4,9% en 2007. L'Afrique sub-saharienne fait mieux que la moyenne mondiale, avec une croissance de 5,2% en 2006 et une accélération à 6,3% en 2007.

Accord avec Airbus.

Le ministère des Sciences et Technologies a signé le 21 septembre, au Cap, un accord de partenariat sur des programmes technologiques et de recherche dans l'aéronautique, avec l'avionneur européen Airbus. Cette signature est intervenue lors de l'inauguration du Salon africain 2006 de l'aérospatiale et de la défense qui se tenait au Cap. Le partenariat porte sur des initiatives destinées à identifier et mettre au point de nouvelles applications dans l'industrie aérospatiale. La flotte de la South African Airways compte 29 Airbus. En 2005, l'Afrique du Sud a commandé 8 appareils militaires européens.

Brèves

Vie Economique

Les bons chiffres du tourisme africain.

Le continent africain a enregistré sa plus forte croissance au niveau mondial avec plus de 10% de touristes en 2005, soit 36,7 millions de visiteurs. L'Afrique subsaharienne enregistre de meilleurs scores encore avec une croissance de plus de 13% à 22,4 millions de touristes. Selon les derniers chiffres de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), le continent a doublé sa part du marché mondial en passant de 3% en 1990 à 6% en 2005. Les premiers pays en Afrique sont l'Egypte et l'Afrique du Sud (7,6 millions de visiteurs). Parmi les 400 établissements que compte le prestigieux label « *Leading Hotels of the World* » dans le monde, l'Afrique en compte une vingtaine, dont huit pour la seule Afrique du Sud.

Un tourisme sud-africain florissant.

Le nombre de touristes en Afrique du Sud vient de passer le seuil des 2,5 millions de visiteurs pour atteindre 2,7 millions au cours du premier trimestre de 2006, soit 16% de plus que pour la même période de 2005. Le secteur touristique représente, en Afrique du Sud, plus de dix milliards de dollars par an et pèse plus dans le PIB (7,1%) que le secteur minier (6,6%). Les 7,6 millions de touristes sont principalement britanniques, allemands, américains, français et néerlandais. Le tourisme d'affaires se porte bien lui aussi avec près d'un million de visiteurs par an et plusieurs centaines de conférences internationales tenues chaque année. Les dépenses directes ont atteint 74,6 milliards de rands et le secteur touristique a créé quelque 480 000 emplois.

Gold Fields s'allie à Barrick Gold.

Le groupe minier sud-africain Gold Fields, quatrième producteur mondial d'or et détenteur des troisièmes plus grosses réserves, vient de passer un accord avec son concurrent canadien Barrick Gold pour lui racheter ses parts – 50% – dans la mine sud-africaine de South Deep. Les réserves de cette mine sont estimées à 29,3 millions d'onces, soit un tiers de la production mon-

diale annuelle, et de ressources estimées à 67 millions d'onces. L'opération porte sur un total d'1,53 milliard de dollars. Par ailleurs, Gold Fields est monté, le 11 septembre, dans le capital du sud-africain Western Areas, cinquième producteur mondial d'or, passant de 18% à 34,7%, avec une option pour contrôler 41%. Western Areas est détenteur des 50% restants de South Deep. Au final, le montant total de la transaction pour Gold Fields, qui est sur le point de devenir le numéro deux mondial, derrière Barrick Gold, atteint 2,5 milliards de dollars.

Le marché de l'automobile progresse.

Toujours très réactif aux performances macroéconomiques, le marché de l'automobile en Afrique du Sud progresse depuis le début de l'année. Sur les cinq premiers mois, 170 050 véhicules neufs – toutes marques confondues – ont été vendus, contre 143 100 pendant la même période de 2005, soit près de 19% de hausse. La part des constructeurs français est tombée à 6,3%, contre 7,9% l'an passé.

Bombardier et Bouygues pour le Gautrain.

Un consortium dont font partie le canadien Bombardier et le français Bouygues vient de conclure un accord de concession de vingt ans, et d'une valeur de 3,3 milliards de dollars, pour la construction et l'exploitation d'un réseau de trains entre Johannesburg et Pretoria. Il doit être terminé en 2010 lorsque le pays accueillera la Coupe du monde de football. Le projet comprend le financement, la conception, la construction, l'exploitation et la maintenance du réseau Gautrain Rapid Rail Link. Les voitures fabriquées par Bombardier au Royaume-Uni seront assemblées en Afrique du Sud.

75^{ème} Anniversaire du Kalahari Gemsbok National Park.

Le ministre de l'Environnement et du Tourisme, M. Marthinus van Schalkwyk, était à Kgalagadi, au Cap-Nord, le 19 septembre, pour célébrer le 75^{ème} anniversaire de l'ancien Kalahari Gemsbok National Park, devenu depuis l'an 2000 le Kalahari Transfrontier Park. Ce parc, qui s'étend sur une partie de l'Afrique du Sud et du Botswana sur une superficie de 3,6 millions d'hectares, « est le premier parc transfrontalier

en Afrique et le plus grand de toutes les zones protégées au monde », a souligné le ministre. Quelque 11 000 oryx vivent sur le territoire qui compte aussi de nombreux rapaces, léopards, hyènes, lions et guépards. La saison 2005/2006 a accueilli près de 22 000 visiteurs.

Sciences et Culture

Festival international au Cap.

Le Festival international de la bande dessinée d'Afrique australe « *Comics Brew* », sera au Cap du 3 novembre au 6 décembre prochains. Y sont invités les artistes, spécialistes et universitaires oeuvrant au développement de la création artistique. Partenaire de cette édition 2006, l'Alliance française du Cap accueillera, du 4 novembre au 5 décembre, une exposition et des ateliers consacrés aux jeunes talents de la bande dessinée européenne et sud-africaine.

Roby Orlin au Centre national de la danse.

Le chorégraphe sud-africain est de nouveau sur les scènes d'Ile de France avec la reprise de *Daddy, I've seen this piece six times before and I still don't know why they're hurting each other...*, un spectacle pour six danseurs créé à Johannesburg en 1998. Cette pièce, qui a été produite plusieurs fois dans le monde, est donnée du mardi 3 au 14 octobre à 20h30 au Grand Studio, 1 rue Victor Hugo, 93507 Pantin cédex. Réservations au 01 41 83 98 98. Le CND propose par ailleurs « *1h avec Roby Orlin* » les 5, 7 et 14 octobre au Studio 3.

Sport

Mgr Desmond Tutu parrain de « Shosholoza ».

L'ancien archevêque anglican du Cap et Prix Nobel de la Paix, Mgr Tutu, vient d'accepter, le 8 octobre, l'invitation à être le parrain de l'équipage du premier bateau sud-africain « Shosholoza » participant à l'America's Cup. La compétition se déroulera, en 2007, à Valence, en Espagne. Mgr Tutu rencontrera l'équipage le mois prochain au Cap, lorsque ce dernier sera revenu d'Espagne pour deux mois de vacances d'été.

Le saviez-vous ?

Parmi les fleurons de l'industrie sud-africaine...

Le brasseur sud-africain SABMiller est le deuxième brasseur au monde, avec 160 usines dans 40 pays, sur quatre continents. Il est au premier rang après les Etats-Unis dans la mise en bouteilles et la distribution des produits Coca-Cola et produit plus de 50% de la bière en Chine.

Le groupe Sasol est le premier et le plus grand transformateur de charbon en carburant et assure 40% de la production sud-africaine en essence et diesel. Il exporte dans plus de 100 pays.

Cinq firmes sud-africaines figurent parmi les 50 premières multinationales de pays en développement : Sappi (papier), SABMiller, Barloworld (équipement et machines), Naspers (médias), Johnnic Holdings (télécommunications).

AngloGold est le premier producteur d'or au monde.

Le groupe Telkom participe à la construction d'un fibre optique sous-marin de 630 millions de dollars qui reliera l'Afrique au reste du monde.

Le groupe Samancor est le premier producteur de ferrochrome au monde avec deux mines de chrome et une production d'1,1 million de tonnes de ferrochrome par an.



Contacts

Ambassade d'Afrique du Sud

59 Quai d'Orsay 75343 Paris cédex 07
tél : 01 53 59 23 23 fax : 01 53 59 23 68
site web : www.afriquesud.net
mail : info@afriquesud.net

Tourisme sud-africain

61, rue La Boétie, 75008 Paris
Tél : 08 10 203 403 fax : 01 45 61 01 96
site web : www.southafrica.net
mail : satourism@afriquedusud-tourisme.fr

Consulat général à Rennes

Centre d'Affaires Ile-de-France
4 Avenue Charles Tillon 35000 Rennes
tél : 02 23 46 14 18 fax : 02 23 46 14 15
mail : cofogep@finagora.com

Consulat général à Lille

B.P. 256 100 rue Nationale
59000 Lille cédex
tél : 03 20 57 54 73 fax : 03 20 57 89 40

Consulat général à Monaco

30 Boulevard Princesse Charlotte
98000 Monaco
tél : (-) 9325 2425 fax : (-) 9797 6162
mail : consul-afriusud@cgr.mc

DITABA, le bulletin de l'Ambassade d'Afrique du Sud à Paris.
Publié par l'Ambassade d'Afrique du Sud Affaires Publiques, 59, quai d'Orsay 75343 Paris Cedex 07
Tel : 01 53 59 23 23 | Fax : 01 53 59 23 68 | Internet : www.afriquesud.net . Email : info@afriquesud.net
Création graphique : INTI - www.inti.fr | Octobre 2006 | ISSN : 1771-2106

Ils ont dit ...

« L'élan qui anime notre politique étrangère met en avant nos valeurs et intérêts nationaux dans nos relations bilatérales et multilatérales. Nous sommes aussi animés par la recherche d'une Afrique du Sud meilleure au sein d'une Afrique meilleure et d'un monde juste et équitable. Nos priorités, en Afrique, portent sur la résolution de la pauvreté et du sous-développement, sur la promotion de la démocratie et de la bonne gouvernance, sur la résolution pacifique des conflits. En moins d'une décennie, l'Afrique du Sud est devenue l'un des dix premiers investisseurs – et partenaires commerciaux – des pays africains. Notre engagement envers le continent africain doit viser à forger des partenariats en faveur du développement durable, et à créer un développement socio-économique réel, et non pas à se concentrer sur des bénéfices à court terme. Nous aurons des représentations diplomatiques dans chacun des pays africains avant cinq ans ».

Le ministre adjoint des Affaires étrangères, Mme Sue van der Merwe, le 28 septembre, devant la Chambre de Commerce sud-africaine, à Johannesburg.

Calendrier

12 octobre : Le ministre du Tourisme préside un Séminaire national sur l'Hébergement lors de la Coupe du monde de football de 2010 destiné à adopter une stratégie d'accueil des visiteurs lors du tournoi. Un autre Séminaire national sur les Opportunités économiques lors du tournoi aura aussi lieu le 24 octobre.

17-19 octobre : L'Afrique du Sud accueille le Vème Sommet de l'énergie en Afrique, au Cap, dans le cadre du Nepad. Les énergies renouvelables, le développement de la production et de la consommation d'électricité sur le continent mais aussi le rôle des Etats et des acteurs publics et privés sont les principaux sujets retenus pour ce Sommet. Informations auprès de j-pierre.favennec@ifp.fr

19-20 octobre : Après Dakar pour l'Afrique de l'Ouest et Nairobi pour l'Afrique de l'Est, Le Cap accueille l'édition Afrique australe des GSM Conferences, organisées par Informa Telecom & Media, sous l'égide de l'association GSM World, qui regroupe 690 opérateurs de téléphonie mobile dans le monde. Informations sur www.gsmconferences.com

22-26 octobre : Le Parc des expositions de Paris-Nord-Villepinte accueille 26 entreprises sud-africaines pour le Salon international de l'agroalimentaire (Sial).

26-27 octobre : L'Afrique du Sud est représentée aux « *Premières Rencontres internationales sur la mémoire partagée, gage d'une Paix durable* » qui se tiennent à l'Unesco à l'initiative de la France, aux côtés de 24 pays représentés par leur ministre de la Défense et des anciens combattants.

26 octobre – 5 novembre : Johannesburg accueille le Salon international de l'automobile, qui se tient tous les deux ans, avec 220 000 visiteurs dont 20 000 professionnels venus du monde entier. Informations sur www.autoafrica.com

1^{er} novembre : L'ancien Président Nelson Mandela reçoit, après Vaclav Havel, à Johannesburg, des mains de Nadine Gordimer – écrivain sud-africain et Prix Nobel de littérature – le prix d'Ambassadeur de la conscience, la plus haute distinction décernée par Amnesty International, pour son « *exemple poignant ainsi que son leadership personnel et politique* ».